

Journal  
La Voix  
de Djibouti

## Editorial

Actualités: Nationales  
(Pages 2 - 3)

Actualités: Régionales  
(Pages 4 - 5)

Actualités: Internationales  
(Pages 6)

Culture: poésie  
(Page 7)



## Editorial

### Guelleh en débat

Dans sa récente partie de plaisir itinérante, effectuée dans les régions de province, l'autocrate Ismaël Omar Guelleh a fait employer l'expression "débat citoyen" à ses flagorneurs. Il l'a fait employer pour qualifier l'énumération à lui adressée des doléances des populations souffrantes et ses réponses sans compassion où le rire gras n'est jamais loin.

Citoyen et autocrate, sont-ils deux mots susceptibles de bon ménage ? Rafrâchissons-nous la mémoire par un bref retour sur le sens du mot citoyen, sans pour autant remonter jusqu'à son étymologie. Un citoyen est une personne qui jouit, dans l'État dont elle relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote, par opposition aux étrangers (Dictionnaire Larousse). Le citoyen est donc un titulaire de droits. En d'autres termes, citoyenneté et droits sont indissociables. L'emploi comme adjectif du substantif citoyen n'enlève rien à ce sens. Ainsi, l'expression débat citoyen signifie débat entre citoyens. C'est un débat entre égaux en droit(s), sans artifice hiérarchique. Indiscutablement, le débat citoyen renvoie à la participation démocratique de tous à la vie de l'État, de leur État. S'agit-il de cela dans le "débat" entre l'autocrate Guelleh et les populations des régions ? Certainement pas.

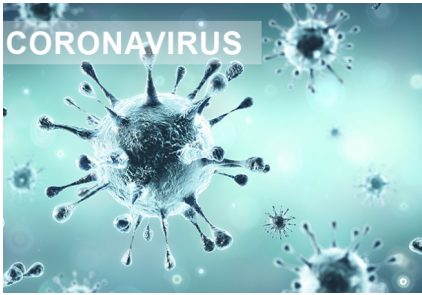
Il n'y a pas de débat ici car l'on n'est pas en démocratie et Guelleh ne vient pas en citoyen mandaté par ses pairs de droit que sont les autres Djiboutiens. Il ne se sent nullement soumis au contrôle démocratique dont le débat entre élus et électeurs est l'une des formes. Guelleh se donne simplement à voir en autocrate aveugle, celui qui a confisqué par la force l'État et tous les droits qui font la citoyenneté. Il vient en chef absolu d'un État auquel il associe ou non, dont il exclut ou non. Il vient rappeler à la masse souffrante que nous sommes devenus qu'il est le dispensateur de tout à Djibouti. Même s'il est subjectivement fragile et objectivement vulnérable.

Mais alors pourquoi cette tournée ? Nous l'avons dit : pour jouir de la souffrance populaire en région, dans une mise en scène co-constitutive de cette jouissance. Pour éprouver, sur le mode du plaisir, les effets de sa gouvernance délibérément fossoyeuse.

N'oublions pas cette affirmation sienne qui rend compte du personnage : "Je gouverne par la misère populaire pour jouir pleinement du pouvoir". Il a affirmé cela plus d'une fois, à plus d'un collaborateur, afin que sa volonté soit vélocement perçue et posée en actes qui altèrent.

C'est redire si la balle est dans notre camp. Plus que jamais.

# Le coronavirus à Djibouti : la lutte n'est toujours pas à la hauteur du danger



A Djibouti, la menace du coronavirus se précise chaque jour un peu plus. Des cas suspects sont signalés ici ou là et se retrouvent en quarantaine. C'est, par exemple, arrivé mercredi 19 mars 2020 au soir dans le quartier PK12 en banlieue de la capitale d'où deux ressortissants éthiopiens sont venus aux urgences de l'hôpital général dit Italien à Balbala. Comme ils présentaient des symptômes suspects, ils ont été transférés dans le dispositif de quarantaine installé dans les locaux de l'ancien hôpital militaire français Bouffard. La découverte de ces cas a d'ailleurs provoqué un mouvement de panique parmi les autres patients et le personnel soignant. Des cas testés positifs au coronavirus sont annoncés. C'est, par exemple, arrivé lundi 23 mars 2020 par voie de communiqué officiel du ministère de la Santé. S'agissant de la lutte du pouvoir en place de Guelleh contre l'épidémie, il y a la fermeture en date du 18 mars 2020 des aéroports aux vols internationaux de passagers, le

renforcement du contrôle aux frontières, la fermeture des écoles ainsi que des mosquées et autres stades omnisports. Il y a encore la fermeture des restaurants. L'appel à se laver les mains est aussi relayé ici ou là. De même, le ministère de la Santé communique plus régulièrement, notamment par communiqué de presse. Ce même lundi 23 mars, Guelleh a fini par faire une petite déclaration à la radiotélévision, retransmise sur les réseaux sociaux. Mais ces mesures se révèlent insuffisantes. D'abord, la communication ne dit pas la vérité sur la situation de l'épidémie. Par exemple, contrairement au communiqué de presse du 23 mars 2020 qui fait état de deux cas positifs au test du Covid-19 parmi les personnes en quarantaine, des sources concordantes affirment que le vrai bilan est de douze cas positifs. Ensuite, nos frontières terrestres et maritimes restent poreuses. Puis, rien n'est décidé concernant les importations de produits agricoles frais importés, qu'il s'agisse du khat ou des fruits et légumes.

Les autorités se gardent de communiquer là-dessus, comme si c'était sans risque, alors que ce sont des marchandises manipulées à mains nues et qui viennent des pays que n'épargne pas la pandémie du coronavirus. De plus, le khat n'aide pas à la distanciation sociale comme en témoigne la promiscuité dans les mabraz. Enfin, aucun dispositif d'accompagnement matériel n'est mis en place pour les nombreux Djiboutiens privés de leur gagne-riz par l'application des mesures barrières : dispositif de distribution d'eau potable, de savon, de vivres, d'argent liquide quand il le faut, etc. Cette mauvaise gestion de crise fait que la grande majorité des Djiboutiens ne savent pas quoi faire : rester à la maison le ventre vide ou fonctionner comme d'habitude et risquer la maladie. En dehors de la frange la mieux informée et dotée de moyens, frange largement minoritaire, les habitants de la capitale et d'ailleurs sont ainsi livrés à eux-mêmes.

# Une discrète visite express de Guelleh à Addis-Abéba



Selon plusieurs sources concordantes, le président de fait Ismaël Guelleh Guelleh aurait récemment effectué un aller-retour express à Addis-Abeba. Cette visite discrète aurait eu lieu entre le 16 et le 19 mars 2020, soit dans l'intervalle séparant ses deux déplacements au Nord de Djibouti. Rappelons qu'il a visité Tadjourah-ville où il a passé la nuit du 15 au 16 mars 2020 puis la région d'Obock où il s'est rendu jeudi 19 mars.

Ces sources ajoutent que Guelleh s'est précipité à Addis-Abeba pour répondre à une convocation urgente du Premier ministre éthiopien suite à la saisie en Éthiopie de deux conteneurs d'armes en provenance de Djibouti. Sommé de s'expliquer, il se serait confondu en excuses et aurait juré qu'il ferait cesser le flux d'armes illégales en territoire éthiopien depuis Djibouti-ville.

Ces derniers temps, le pouvoir en place à Djibouti a été pointé du doigt à plusieurs reprises pour trafics d'armes vers les pays limitrophes, particulièrement à destination de l'Éthiopie dont l'avènement du Premier ministre réformateur Abiy Ahmed Ali est mal vécu par Ismaël Omar Guelleh. Le président de fait de Djibouti tiendra-t-il parole ? Le temps le dira.

# Les capitales est-africaines dans le différend égypto-éthiopien sur le Nil



Dans le désaccord qui les oppose au sujet du Grand barrage de la renaissance éthiopienne (Great Ethiopian Renaissance Dam ou GERD en anglais) dont le chantier de construction sur le Nil est avancé, Addis-Abeba et Le Caire mènent une course aux soutiens des pays riverains du fleuve en Afrique de l'Est. Ce sont des pays concernés par le Nil à des degrés divers. Parmi ces États, il y a l'Ouganda, le Kenya ou encore le Rwanda. C'est ainsi que le Kenya a été démarché par l'Égypte qui l'a annoncé cette semaine. Le Caire a déclaré qu'il était assuré du soutien du président Uhuru Kenyatta, ce qui n'a pas plu à Addis-Abeba. Embarrassée, Nairobi a réagi dans une mise au point, précisant qu'elle était pour un accord approprié négocié entre pays africains.

Si les eaux du Nil sont vitales pour l'Égypte qui ne peut tout simplement pas survivre sans elles, elles acquièrent une importance grandissante pour une Éthiopie de plus de cent millions d'habitants et en développement économique accéléré. D'où le différend. C'est dans les délais de remplissage du barrage que réside principalement le désaccord. Les Éthiopiens veulent le remplir vite, ce que refusent les Égyptiens. Ces derniers craignent une trop grande baisse des eaux du fleuve sur leur territoire dans un tel scénario de remplissage. Ils proposent un remplissage nettement plus étalé dans le temps et prélevant de ce fait moins d'eaux sur le fleuve. L'Éthiopie rejette cette proposition, estimant qu'elle est de nature à retarder le régime d'exploitation du barrage qu'elle vise.

Non sans rappeler ses droits sur un fleuve qui prend 80% de ses eaux sur son territoire. Dans son argumentaire auprès des capitales est-africaines, Addis-Abeba dénonce notamment un vieil accord de 1959 qu'elle juge trop favorable au Caire. Selon certains observateurs, c'est un point qui ne laisse pas insensibles plusieurs de ces capitales riveraines du Nil. Des efforts de médiation menés par Washington n'ont pas permis de trouver un terrain d'entente entre l'Éthiopie et l'Égypte sur le dossier du GERD. Est-ce à dire que le désaccord peut dégénérer jusqu'en conflit armé entre les deux géants africains ? Ce n'est ni dans leur intérêt, ni dans celui d'une région de l'Afrique à la fois stratégique et fragile.



# Somalie : Les forces fédérales de défense et de sécurité s'affirment



En Somalie, les signes de reconstruction se multiplient sous le président Mohamed Abdullahi Mohamed dit Farmajo, élu par le Parlement somalien en février 2017. Parmi ces signes, se remarque la remontée en puissance des forces de défense et de sécurité du pays. En effet, ces forces fédérales multiplient les opérations victorieuses pour restaurer la paix civile et l'autorité de l'État sur le territoire national. La paix contre les terroristes Shebabs auxquels les soldats reprennent de plus en plus de portions du territoire qu'ils contrôlent depuis des années.

L'autorité de l'État contre les milices religieuses ou claniques qui sévissent dans les entités régionales fédérées. Les interventions militaro-policières dans la région de Galmudug et dans la zone de Gedo au Jubaland en témoignent. Ces victoires sont le fruit des efforts engagés par le président Famarjo et son gouvernement. Ils ont recruté et formé des jeunes dans les rangs des forces mais aussi rajeuni l'état-major et le commandement opérationnel.

Les unités de commandos Danab, Gorgor ou Hamacad qui titillent la fierté des Somaliens, sont le fer de lance de cette renaissance militaire et sécuritaire significative. Avec la reconstruction de l'administration centrale et la lutte contre la corruption qui ont permis au pays de revenir dans le système financier international, cette montée en puissance des forces de défense et de sécurité est source de soutien populaire pour le président Farmajo et de son équipe.

# Guinée : des élections boycottées par l'opposition et entachées de sang



En Guinée Conakry, pays de l'Afrique de l'Ouest, les élections législatives et le référendum constitutionnel tant décrié par l'opposition et la société civile, se sont finalement tenus dimanche 22 mars 2020. Ils ont été boycottés par l'opposition qui accuse le président de la République Alpha Condé de vouloir briguer un troisième mandat. Ils ont également été marqués par des troubles violents.

Des bureaux de vote ont été attaqués, du matériel électoral incendié et des heurts ont opposé les forces de l'ordre à des opposants. Autant de violences qui ont perturbé le déroulement des votes et fait des victimes. Selon les opposants, les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur les opposants et procédé à des arrestations massives et brutales dans leurs rangs.

Ils auraient fait plusieurs morts et des dizaines de blessés. Ce double scrutin a donc confirmé la fracture qui sépare le président Condé et un grand nombre de Guinéens. De sorte que les résultats des urnes soulèvent la question de leur valeur démocratique : dans quelle mesure, les nouveaux députés et la nouvelle constitution reflètent-ils la volonté populaire nationale ?

# Au Nom De La Liberté Hiks.Sparro

Il veulent faire de ce jour,  
un jour férié

Parce-que on s'est qualifié

Pourquoi ils parlent pas de  
liberté ?

Ou de trouver un moyen  
d'établir l'égalité !

Franchement on est le  
dernier des pays

Meme nos ecris on a peur  
de les pulier

On as meme perdu la foi,  
on peut plus prié

Ils nous ont terrifié

Si mon nom apparait

J'en suis sur que je finirai,  
dans le viseur d'un  
meurtrié

Malgré sa je cris e j'écris  
au nom de la liberté

Hiks.Sparro

Journal La Voix de Djibouti

email: [lvddjib2019@gmail.com](mailto:lvddjib2019@gmail.com)

web: [https://  
lavoixdedjibouti.info](https://lavoixdedjibouti.info)

